

11 député.e.s communistes et un groupe à l'Assemblée en perspective

Déclaration Parti Communiste Français après le 2e tour des législatives.



Ce soir, les français peuvent compter sur **11 député-e-s communistes** qui ont été élu-e-s, **Jean-Paul Dufrègne** (03), **Pierre Dharréville** (13), **André Chassaigne** (63), **Fabien Roussel** (59) et **Alain Bruneel** (59), **Jean-Paul Lecoq** (76), **Sébastien Jumel** (76) et **Hubert Wulfranc** (76), **Elsa Faucillon** (92), **Marie-George Buffet** (93), **Stéphane Peu** (93) et sur les député-e-s qui formeront, avec eux, un groupe parlementaire d'opposition au gouvernement pour permettre à cette voix libre et combative de servir les intérêts populaires. Les députés communistes travailleront dès cette semaine à constituer ce groupe et agiront sans attendre en faveur des propositions alternatives qu'ils ont élaborées durant leurs campagnes.

Le groupe PCF – Front de Gauche (GDR) est le seul groupe parlementaire qui progresse.

La cote d'alarme démocratique est une fois encore dépassée, avec une nouvelle baisse de la participation.

Le Parti communiste français demande d'urgence l'ouverture d'un débat national sur le changement de nos institutions, à commencer par l'instauration de la proportionnelle. Tout doit être repensé pour sortir progressivement de la présidentialisation à outrance et pour mieux représenter nos citoyens dans leur diversité.

Les résultats confirment par ailleurs que le Président de la République va disposer d'une majorité écrasante de députés. Le paradoxe est qu'elle ne correspond à aucune majorité dans le pays, ni chez les salariés, ni chez les jeunes et les privés d'emplois qui aspirent à une sécurité d'emploi et de formation pour une vie digne.

C'est inquiétant. Nous appelons à une riposte immédiate la plus large possible pour empêcher que l'été soit celui des mauvais coups.



En effet, dès cet été, les députés d'En Marche ! vont être sommés d'obéir au doigt et à l'œil au Président et au 1^{er} ministre pour leur donner les pleins pouvoirs, au service des milieux financiers et du MEDEF, pour casser le Code du Travail par ordonnances et liquider des acquis que le mouvement progressiste et populaire a gagnés dans notre pays de haute lutte.

Au-delà, les résultats appellent les forces de transformation sociale à ouvrir un immense chantier de reconstruction politique.

Le Parti communiste français prendra pour sa part des décisions dès son Conseil national des 23 et 24 juin.

La Fête de l'Humanité, en septembre, sera un moment fort de cette riposte et de cette reconstruction.

Le Parti communiste français
Paris le 18 juin 2017

Le samedi 11 mars 14h à Brest (Liberté) pour rassembler la gauche

Cet appel a été envoyé aux forces de gauche, aux organisations syndicales, aux associations qui se sont battues contre la loi El Khomri, contre le CETA et le TAFTA avec lesquelles le Parti Communiste a eu tant de combats communs dans la dernière période.

Appel de la Fédération du Parti Communiste du Finistère au rassemblement de la gauche et à la mobilisation citoyenne pour le rendre possible :

retrouvons-nous le samedi 11 mars à Brest place de la Liberté et à la Maison des Syndicats !

Notre société est à un carrefour de civilisation.

Le peuple de gauche aspire à tourner la page d'un système politique réduit à l'impuissance. Un système qui engraisse les riches et le capital.

Les Français, et tout particulièrement le peuple de gauche, ne supportent plus les politiques dures pour les faibles, les solidarités, les services publics, faibles contre les puissants, les exilés fiscaux, les multinationales, la finance.

Aujourd'hui, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui veulent pouvoir intervenir et décider en tout ce qui concerne leur vie, leur travail, leur environnement.

Une victoire de la droite et de l'extrême-droite précipiterait notre société dans plus de violence sociale, d'inégalités, d'intolérance, de divisions.

Macron, candidat de la finance et torpille contre ce qui reste de gauche à se tenir debout, veut la flexibilité et la précarisation à tous les étages et la réforme de la France au service des capitalistes.

Une victoire de la gauche en mai et en juin ouvrirait des possibles.



Mais de quelle gauche parlons-nous ? Celle qui a tissé la toile de la déconstruction des progrès issus des luttes, des rassemblements, du mouvement populaire, ou cette gauche qui veut reconstruire de la justice, de l'égalité, de la paix. Une victoire de la gauche qui combat le chômage, les inégalités, la pauvreté, une victoire de la gauche qui lutte et qui ouvre un nouvel espoir, un nouvel avenir de progrès. En une phrase, une gauche qui ouvre une alternative aux politiques d'austérité et néo-libérales dictées par le capitalisme

financier.

Cette double question – alternative à l'austérité et au libéralisme et exigence de rassemblement – prend corps dans la société.

Nous n'y sommes pas pour rien, nous qui portons cette ambition depuis des mois et avons fait le choix de ne pas présenter de candidat communiste aux élections présidentielles pour éviter la division et rendre plus fort une proposition de gauche alternative, en l'occurrence la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Mais nous n'en sommes qu'au début. Il nous faut éviter le piège d'attendre, de se dire que les présidentielles sont perdues pour le peuple, pour la gauche, qu'il ne s'agit que de prendre position pour la recomposition d'après du champ politique.

Cinq ans de politique de droite ou d'extrême-droite feraient voler en éclat des conquêtes sociales et démocratiques fondamentales de notre peuple, renforceraient la position idéologique des idées réactionnaires.

Face à la bande des trois, Macron, Fillon, Le Pen, il y a urgence. Urgence pour les gens, urgence pour la planète, urgence pour la démocratie, urgence pour les générations à venir.

Il ne s'agit plus maintenant de n'écouter que sa rancœur et son ressentiment. Il faut construire de l'espoir, se projeter vers l'avenir et les possibles de la situation, et construire dans le débat sur les contenus et les programmes les conditions d'une nouvelle majorité de gauche, basée sur un pacte de rupture avec le libéralisme, la monarchie présidentielle, le refus de prendre pleinement en considération les crises écologiques, et sur un programme de progrès social et démocratique. Sans rassemblement entre Hamon et Mélenchon, et au-delà, la gauche du PS, France Insoumise, le PCF, EELV, tout porte à croire que Macron, l'extrême-droite

et la droite dure auront un boulevard devant eux pour balayer les idées de gauche et les acquis des luttes sociales à l'issue des Présidentielles et des Législatives.

Nous n'avons ni le droit, ni la volonté de nous résigner à la division et à la déroute de la gauche, en dépit des obstacles au rassemblement, et des différences de projets réelles mais non insurmontables.

Construire le Front Populaire de notre époque est possible. Les dangers pour la population ne sont pas moins grands qu'en 1936, le besoin de transformation de notre système social, économique et politique également.



Nous voulons nous battre pour gagner, pour apporter de l'oxygène à la population et aux luttes des salariés, des chômeurs, des sans-droits, des retraités.

Renoncer par principe à toute perspective de rassemblement de la gauche sur des contenus de progrès tournant le dos au quinquennat Hollande est mortifère.

Attendre d'un homme ou d'une femme le rôle de sauveur suprême laisse l'avenir aux forces du capital. Rien ne peut changer, rien de peut se fédérer pour faire changer la politique menée depuis trois décennies, sans que le peuple s'en mêle.

C'est pourquoi la Fédération du Finistère du Parti Communiste appelle à un rassemblement citoyen à le Samedi 11 mars à BREST

place de la Liberté à 14h pour dire notre exigence d'un rassemblement de la gauche authentique pour les Présidentielles et les Législatives, face à la triple menace MACRON- LE PEN- FILLON.

Nous invitons tous les citoyens de gauche soucieux d'éviter la victoire de la droite et de l'extrême-droite à participer à ce rassemblement.

Nous invitons aussi toutes les forces associatives, syndicales, de gauche du Département à venir discuter avec nous des conditions d'un Pacte de majorité de gauche à 15h à la Maison des Syndicats pour débattre et construire ensemble.

Pour nous, parce que nous sommes des millions à gauche à le vouloir, ce pacte de majorité doit s'appuyer sur :

1. Une nouvelle ambition de progrès social avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par une loi de sécurité de l'emploi et de la formation ; la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux ; un développement de la Sécurité sociale avec la retraite à 60 ans et un retour progressif vers un remboursement de tous les soins à 100 % grâce à une réforme de son financement étendu aux revenus financiers ; un plan de financement du droit à l'autonomie des personnes âgées; un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse dans tous les domaines ; un plan de relance de tous les services publics, la fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et un plan de mobilisation pour le logement social et contre les loyers chers.

2. Une VIe République démocratique qui nous sorte du régime présidentiel, avec notamment la proportionnelle à toutes les élections et un statut de l'élu-e, des droits nouveaux pour les citoyens et pour les salariés dans les entreprises, le droit de vote des étrangers résidant en France ; la lutte

contre toutes les discriminations, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ; le récépissé pour lutter contre les contrôles de police au faciès ; la constitutionnalisation du droit à l'avortement.

3. L'égalité femmes-hommes avec la création d'un ministère de plein droit pour l'égalité femmes-hommes ; une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité, le renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ; des mesures pour garantir le droit à disposer de son corps

4. La lutte contre la finance pour prendre le pouvoir sur l'argent avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, une réforme de justice fiscale, la création d'un pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit, la suppression du CICE et une modulation de l'imposition des entreprises sur critères sociaux et environnementaux.

5. Un nouveau mode de production et de consommation visant la réponse aux besoins humains et la transition écologique avec un moratoire sur les licenciements et une nouvelle industrialisation créant un million d'emplois dans les filières d'avenir ; un plan d'urgence pour le climat et la qualité de l'air ; un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.

6. Une France à l'offensive en Europe et dans le monde avec la remise en cause du traité budgétaire européen et un fonds d'investissements financé par la BCE pour le développement des services publics et de l'emploi, une méthode de convergence sociale et fiscale par le haut, le respect des choix souverains des peuples européens ; une conférence européenne pour la paix et le désarmement ; l'abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA au profit de nouveaux traités internationaux pour le bien commun.

Défendons la Sécu et la Santé pour tou.te.s le 7 mars à Brest

Au cœur du débat politique et des mobilisations sociales : la Santé et la Sécurité sociale.

Face à la gravité de la situation dans le secteur de la santé, la fédération du Finistère du Parti communiste appelle à donner le plus grand retentissement à la journée nationale d'action intersyndicale du mardi 7 mars et au rassemblement qui aura lieu ce jour à 11h à Brest, place de la Liberté.

Le mardi 5 mars, c'est une manifestation des personnels des EHPAD à l'appel d'une intersyndicale CGT- FO – SUD à laquelle le PCF appelle la population à participer à Brest.



De loi Bachelot en loi Touraine, avec la création des Groupements Hospitaliers de Territoire, notre système de santé, qui visait à l'excellence, s'est profondément dégradé. Les politiques d'austérité ont fait reculer dangereusement l'accès aux soins, particulièrement pour les plus modestes, des territoires ruraux ou des quartiers urbains se transforment en déserts médicaux, l'hôpital public est en crise, le détricotage de la Sécurité sociale universelle et

solidaire construite au sortir de la Résistance a ouvert une autoroute aux complémentaires privées lucratives.

Dans notre département, pas une semaine sans qu'une alerte soit lancée, un scandale dénoncé. Fermetures de lits et de services, notamment en psychiatrie à Morlaix et Quimperlé, d'autres à venir, comme celle de la blanchisserie de l'hôpital de Landerneau ; partout des urgences au bord de l'explosion, avec des malades sur des brancards et des personnels à la limite de l'épuisement ; hôpitaux de proximité menacés de nouveaux reculs ; EHPAD où le dramatique manque de personnel aboutit à une véritable maltraitance tant des salarié-e-s que des pensionnaires ; établissements de soins de suite et de réadaptation dont l'existence même est mise en cause par la prochaine application de la tarification à l'activité, comme à Brest et Roscoff ; partenariats public-privé comme celui de la filière gériatrique Ouest-Cornouaille, l'argent public allant ainsi grossir les dividendes versés par le groupe privé Orpea-Clinea à ses actionnaires dont le principal est un fonds de pension canadien !

Partout souffrance extrême des personnels et usagers.

Notre santé est en danger.

Toutes et tous ensemble, mobilisons-nous le 7 mars pour la défendre !

Et au-delà, mettons en échec les projets néo-libéraux de Marine Le Pen, François Fillon et Emmanuel Macron qui se traduiraient par encore moins d'accès aux soins, plus d'inégalités sociales et territoriales, moins de solidarité et d'universalité, et plus de profits pour les grands groupes financiers.

À l'opposé, les communistes mettent en débat le 100 % Sécu, c'est-à-dire le remboursement à 100 % par la Sécu de tous les soins prescrits, couplé avec une toute autre conception de la santé et de la protection sociale, qui aurait la réponse aux

besoins comme finalité, l'égalité, la solidarité, l'universalité comme visée, la démocratie comme outil, le service public comme pierre angulaire, le financement étant assuré par la cotisation sociale modulée selon les entreprises et étendue aux revenus financiers.

Dans un pays où 60 à 100 milliards d'euros par an s'évadent vers les paradis fiscaux au détriment des caisses de l'État, où les profits des entreprises du CAC 40 battent tous les records par rapport à nos voisins européens, l'argent existe pour mettre en œuvre cette politique.

Les communistes vous invitent à porter avec eux ces exigences, pour la santé, pour l'humain d'abord !

Déclaration de la fédération du PCF finistérien le 4 mars 2017.

La Commune contre Versailles : Vœux 2017 du PCF Finistère



Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF Finistère et Xavier Compain, porte-parole des communistes bretons.

Tout d'abord, au nom du Conseil Départemental du PCF

Finistère, merci à tous d'avoir bravé le froid et répondu présent, adhérents, élus du PCF, représentants syndicaux, associatifs, représentants des forces de gauche du département. Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin Xavier Compain, nouveau secrétaire régional et porte-parole du PCF Bretagne, candidat du Front de Gauche aux Régionales, membre de la direction nationale du Parti Communiste et animateur du pôle Agriculture-Pêche-Forêt. Nous avons voulu cette année, marquée par les campagnes présidentielle et législatives, par les périls liés au retour au pouvoir d'une droite radicale, ultra-libérale, et aux volontés de conquête d'une extrême-droite en embuscade, faire des vœux avec un fort contenu politique.



« La Commune contre Versailles : mobilisés contre la monarchie présidentielle ! »

Il y a exactement 224 ans, le 21 janvier 1793, était décapité le roi Louis XVI, redevenu Louis Capet, après un procès d'un mois à la Convention.

Le « *règne des préjugés serviles* », comme le disait Marat dans son compte rendu de la première comparution du roi devant la Convention, allait-il prendre fin définitivement ?

Était-il venu le temps de la souveraineté du peuple ? De la fin du despotisme et de l'assujettissement ?

L'histoire a bien montré que les choses n'étaient pas aussi simples, les différentes périodes de notre Ve République, et

tout dernièrement les cinq ans du quinquennat Hollande, ont fait une nouvelle fois la démonstration que nos institutions et nos pratiques politiques relevaient encore d'une forme de **monarchie présidentielle**.

Ce n'est pas ces temps de campagne électorale et les fièvres narcissiques et idolâtres de la Présidentielle qui vont nous apporter de démenti. Où l'on voit des candidats auto-proclamés, persuadés de leur prédestination, habités par le sentiment de leur importance, je pense notamment à Macron, s'auto-produire en super-héros devant des milliers de fans qui vibrent au spectacle de la Providence revenue sur terre, et des médias qui, plutôt que de décortiquer les programmes et de les confronter, nous font assister au lever, au coucher, aux parties de chasse et de frivolités des prétendants à la royauté entourés chacun de leur nuée de courtisans anxieux attendant d'une éventuelle victoire des avantages divers.

C'est Versailles !

C'est toujours Versailles... et la Commune qu'on assassine ! La Commune qui avait pris le dessus en 1792-1793, celle qu'on écrasa en 1871.



La faiblesse des politiciens soumis au capitalisme financier

Et pourtant, les Présidents semblent, à tout observateur sérieux, ne jamais avoir eu si peu de pouvoir de changer le cours des choses.

Faute à la réduction du pouvoir politique et économique de la France, qui n'est plus cette puissance internationale dont on redoute l'arrogance, à la mondialisation libérale, aux contraintes institutionnelles et monétaires de l'Europe, et surtout à ces nouvelles féodalités bien plus puissantes que les anciennes que constituent les Pouvoirs capitalistes : banques, sociétés d'assurance, milliardaires actionnaires de centaines de sociétés, de médias, comme Bernard ARNAUD, qui gagne 1 million d'euros par heure, ce qu'un salarié moyen mettra 50 ans à accumuler !

C'est cette perte de sens et de pouvoir du « Président-roi » qui fait que fonction présidentielle et ministérielle n'est plus sacrée.

On gifle le premier ministre. On se moque du Président. On lui crache à la figure en pensée tous les matins.

C'est à cause de l'inefficacité tragique du pouvoir politique face à l'aggravation des problèmes qui minent notre société : désindustrialisation, chômage de masse, précarité, croissance des inégalités et de la pauvreté, souffrances au travail.



Le pouvoir du peuple passe par d'autres choix

Pour nous évidemment, cette inefficacité politique face au chômage, aux inégalités, à la dégradation des conditions de vie et de travail, n'est pas fatale, elle procède de choix politiques conscients et de longue durée visant à renforcer considérablement les Pouvoirs Capitalistes, et ce n'est pas

une élection qui à elle seule peut changer le cours des choses, mais la prise de conscience des peuples, leur décision de ne plus subir, de ne plus accepter, et de s'organiser pour mettre en mouvement leur puissance transformatrice.

Mais le besoin de réponses urgentes à ces problèmes qui se métastasent dans notre société, créant de la brutalité, de la haine de soi et des autres, se retrouve aussi dans les espoirs immodérés, irrationnels, que l'on place dans l'avènement au pouvoir suprême d'une personnalité.

Eugène Pottier nous a pourtant prévenu dans les Paroles de l'Internationale, la Commune contre Versailles, disais-je :

« Il n'est pas de sauveurs suprêmes – Ni Dieu ni César ni Tribun – Producteurs sauvons-nous nous-mêmes ».

L'inversion du calendrier électoral par Lionel Jospin, le passage au Quinquennat, et le renoncement à toute forme de proportionnelle à l'élection législative, ont encore accentué le problème d'une toute puissance du Président dans la vie politique française, avec un gouvernement qui ne procède pas d'une majorité parlementaire, mais de son élection personnelle.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à des majorités parlementaires qui mangent dans la main du Président, qui subissent son agenda, le plus souvent non dévoilé pendant l'élection, issu de calculs et d'influences. On préside, on gouverne sans contrat, sans légitimité démocratique.

Les députés, comme les 10 députés du PCF et du Front de Gauche, proposent des lois de progrès social, on ne leur accorde pas la moindre attention. Le cœur de la majorité vote comme un seul homme, lié par une solidarité mécanique et d'intérêts, les dispositifs gouvernementaux les plus aberrants voulus au sommet de l'État.

Le 28 janvier, je serai, avec d'autres candidats aux

Législatives du Parti Communiste, présent au rassemblement devant l'Assemblée Nationale, pour dire notre volonté et notre besoin d'en finir avec cette monarchie présidentielle, celle qui consiste à utiliser le 49-3 pour faire passer une loi de dérégulation du travail et de précarisation des travailleurs rejetée par 2/3 des Français et qui n'auraient pas trouvé de majorité de gauche au Parlement, celle qui permet de s'asseoir sur ses promesses de campagne en soumettant les besoins sociaux du pays aux règles du traité budgétaire européen austéritaire et libéral négocié par Merkel et Sarkozy, dépossédant ainsi le peuple du pouvoir de choix économique et budgétaire sans la moindre consultation populaire, celle qui redessine les collectivités et les régions françaises sans veiller à ce que les citoyens aient leur mot à dire, celle qui envoie les syndicalistes et les salariés en lutte pour leurs emplois en justice, celle qui matraque et violente les jeunes engagés dans les combats sociaux et environnementaux, et protège les délinquants en col blanc, comme dernièrement Christine Lagarde, les évadés fiscaux, les corrompus du monde politique et économique, celle qui préserve et approfondit des inégalités sociales pour servir les intérêts d'une petite élite qui s'auto-congratule, s'auto-alimente, s'auto-distribue les places à responsabilité d'un bord et de l'autre de manière à ce que les intérêts de la finance et de l'oligarchie soient bien préservés malgré les alternances.

Oui, la Révolution reste au programme...



La Révolution est toujours d'actualité

Peut-être pas de l'histoire enseignée à l'Éducation Nationale, ou alors sous une forme momifiée, déchargée de sa dimension subversive. Mais au programme de notre temps !

Une révolution pour que le peuple cesse d'être méprisé, pour qu'il cesse d'abdiquer sa souveraineté et soit rétabli dans ses droits !

Une révolution démocratique qui permette de refonder notre démocratie politique et sociale, qui rende possible un nouveau « printemps pour notre république » pour reprendre le titre d'un essai stimulant et brillant de notre camarade marseillais Pierre Darhéville, candidat aux législatives lui aussi avec Gaby Charroux.

Aujourd'hui, il y a urgence à dépersonnaliser nos institutions, à déprofessionnaliser la politique, à détechnocratiser la prise de décision. Il faut mettre fin au cumul des mandats dans le temps et en nombre comme à certain privilèges et rentes de situation des grands élus.

Mais surtout, si on veut réconcilier les citoyens avec la politique, il faut reconstruire une perspective de mieux vivre social par l'action collective, au lieu de la guerre de tous contre tous, de l'individualisme, du salut des plus débrouillards et de la compétition économique qui font aujourd'hui force de loi.

La Révolution sociale – et internationale – dans le régime de la propriété, de l'échange, de la production, des rapports internationaux, est toujours et plus que jamais au programme quand les 8 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, quand 10 % de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour, quand les 14 membres du cabinet Trump, soi-disant « *le candidat anti-système de la revanche des classes populaires contre les démocrates* », possède autant de richesse qu'un tiers des Américains et que les 60 Etats les

plus pauvres de la Planète.

Certes, les expériences de révolution communiste ou socialiste au XXe siècle n'ont pas été des succès éblouissants, certes elles ont posé la question en leur fond du Pouvoir oppressif, certes le projet révolutionnaire est à réinventer, à reconstruire, tenant compte de l'affaiblissement sociologique du monde ouvrier, des défis écologiques, de la démocratie et du droit des individus et des minorités à disposer d'eux-mêmes, mais il serait mortifère de prétendre que notre société capitaliste, inégalitaire, oligarchique, est le dernier mot de l'espoir humain, de renoncer aux exigences de l'intérêt général et de la raison qui commandent de penser une alternative à ce système qui assure la toute-puissance aux possédants, nourrit l'exploitation, l'intolérance, la peur et la haine de l'autre.

On fête aussi cette année les 100 ans de la Révolution d'Octobre, qui, dans la longue nuit de la première guerre mondiale, dans l'agonie des rêves internationalistes et de paix du mouvement ouvrier et socialiste, a permis le renouveau d'une appropriation populaire de la lutte politique et de l'espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation.

Les Partis Communistes, avec toutes les limites des modèles proposés qui n'en étaient pas et notamment de la sujétion à la dictature soviétique, ont servi dans l'histoire de notre pays et du monde de puissants moteurs aux combats démocratiques, féministes, anti-colonialistes, et aux conquêtes sociales.

Ils ont permis la constitution du peuple et des prolétaires en sujets politiques que l'on respecte et que l'on craint.

Ils ont fait de l'engagement politique autre chose qu'une lutte de pouvoir : un dévouement désintéressé et total, guidé par la soif de justice sociale, l'optimisme, et la foi, le goût de l'héroïsme ,

Un outil pour forger des solidarités concrètes, pour nourrir

la fraternité et faire émerger la liberté dans la lutte, pour construire de l'égalité là où les dominations s'entretenaient avec plus ou moins d'apparences dissimulatrices.



Les communistes porteurs d'unité : le chemin des conquêtes sociales et démocratiques

On l'a redécouvert dernièrement avec le film de Gilles Perret « *La Sociale* » sur Ambroise Croizat et la naissance de la Sécurité Sociale, la France serait tout autre sans le Parti Communiste, son engagement dans le Front Populaire, la Résistance, la construction d'une République sociale à la libération, les mouvements populaires contre la guerre, la colonisation, pour le progrès social, sans l'horizon que l'utopie communiste a donné aux combats pour la dignité des travailleurs et des laissés pour compte.

Le Parti Communiste reste aujourd'hui essentiel pour placer la question du rassemblement populaire sur des contenus progressistes et émancipateurs au cœur de la Gauche.

Il reste indispensable à gauche pour allier refus des stratégies du pire et de l'accommodement devant les victoires de la droite et de l'extrême-droite, la préoccupation constante pour les améliorations concrètes de la condition des gens, mêmes modestes et partielles, dans les collectivités et

le pays, avec le maintien d'une perspective révolutionnaire de remise en cause de la propriété capitaliste et de remplacement de ce système capitaliste basé sur la lutte des classes, l'écrasement des classes subalternes, l'exploitation, l'individualisme forcené, qui produit des monstres comme la guerre, l'impérialisme et le fascisme.

Aujourd'hui, le Parti Communiste compte 120 000 adhérents, dont 56 000 adhérents à jour de cotisation. Dans le Finistère, dans notre vingtaine de sections, 600 adhérents à jour de cotisation, autour de 800 en comptant ceux qui ne le sont pas, et une trentaine d'élus.

Ce n'est pas rien.

C'est une force pour mobiliser la population sur des objectifs de récupération de ses droits, et d'abord de ses droits à l'écoute et à la parole, et sur des objectifs de progrès sociaux, démocratiques, économiques et écologiques.

Évidemment, cela ne suffit pas, et nous n'avons pas la prétention, quant à nous, de pouvoir peser sur le rapport de force tous seuls, ni de volonté hégémonique à gauche. Nous savons que même dans ces temps troublés et mouvants, on ne se projette pas en avant en faisant table rase complète du passé.

Aujourd'hui, nous savons que toute la gauche, à cause des victoires sociales, culturelles et idéologiques du capitalisme, du fait de 35 ans de politique néo-libérale, d'un manque de consistance du projet social-démocrate dans l'Europe et la mondialisation actuelle et d'un déclin et d'une crise du communisme qui remonte à 10-15 ans plus tôt, est en crise comme réalité institutionnelle, organisationnelle, et comme repère symbolique.

Tant le mot, l'étiquette et les idées ont été galvaudés, tout particulièrement ces dernières années.

Pour autant, pour nous, la gauche est encore une idée qui nous parle, qui renvoie à un socle de valeurs, à des référents historiques fondamentaux, à des clivages que l'on aurait tort de jeter aux oubliettes de l'histoire.

Trois candidats qui ont le vent en poupe aux élections présidentielles, Macron, Le Pen et Mélenchon, se réclament publiquement de la volonté de dépasser le clivage droite-gauche, pour opposer citoyens, population laborieuse, et Élités, règne des Partis ou Système.

On prend ainsi exemple sur le fascisme des années 30 pour Marine Le Pen, sur le mouvement « 5 étoiles » italien ou sur Podémos, pour Macron et Mélenchon.

Il y a des effets d'opportunité et d'efficacité à attendre certainement du discrédit dans une partie de l'opinion des partis traditionnels, mais il y a aussi des dangers à nourrir l'idée que le clivage droite/gauche et les partis seraient obsolètes et de l'hypocrisie à le faire quand on en est en train d'en reformer, avec des pratiques très centralisatrices basées plus sur le pouvoir personnel que sur la démocratie militante.

Dans un contexte d'attaques inégalées contre le monde du travail en 2016, par un gouvernement dit de gauche, l'année des 80 ans du Front Populaire pourtant, le Parti Communiste a multiplié les initiatives depuis un an pour que 2017 puisse être une année où une alternative de gauche à l'austérité devienne une réalité.

En organisant « les lundis de la gauche », dès les premières semaines de 2016 pour faire converger la gauche qui ne partage pas le bilan de François Hollande, en déployant une grande consultation « *Que demande le peuple ?* » qui a permis de prendre le pouls du pays auprès de 400 000 personnes, en travaillant avec de nombreuses initiatives comme l'*Appel des 100*, au niveau national, le PCF a tout mis en œuvre pour que

la gauche anti-austérité soit au deuxième tour de la présidentielle.

Et pour qu'un rassemblement de la gauche des contenus de progrès déjoue le scénario mortifère d'un second tour Droite-Extrême-droite.

A l'heure de leur choix pour les Présidentielles, après des mois de débats de haute tenue et fraternel, malgré les avis tranchés, les doutes, tant la situation nous apparaissait minée, dangereuse et insatisfaisante, les adhérents communistes ont fait le choix souverain, avec une participation très forte à leur consultation interne, d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon mais aussi de poursuivre les efforts de rassemblement pour que cette candidature soit présente au deuxième tour et soit en capacité de remporter l'élection présidentielle.

Dans le Finistère, nous avons lancé un appel au rassemblement pour les élections législatives dès juillet sur la base de la constitution possible d'un socle programmatique commun dans la foulée de mois de mobilisations contre la loi travail, sur les enjeux environnements, les droits des migrants. Dans ce cadre, nous avons organisé 6 ou 7 rencontres bilatérales dans ce sens, qui n'ont malheureusement pas abouti jusqu'à présent à une volonté des autres – notamment d'EELV, du NPA, du Parti de Gauche et de France Insoumise- de faire du commun.



2017 : Nous sommes une majorité à vouloir le progrès social, écologique et démocratique

Nous estimons qu'il est nécessaire et possible d'avoir des députés qui rejoignent les bancs du groupe du Front de Gauche, à condition de partir en campagne très vite et de proposer un large rassemblement.

Nous avons lancé notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour.

Les bas salaires, la pauvreté qui ne cesse de grandir, le chômage, la précarité toujours plus présente, les services publics qui dépérissent, nos industries malades, des actionnaires qui exigent toujours plus de dividendes au détriment de l'emploi : la France est malade de ces politiques d'austérité qui n'ont de cesse de l'affaiblir.

Le temps du renoncement doit cesser, il est temps d'écrire une nouvelle page de l'histoire sociale, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, d'une nouvelle industrialisation de notre pays en un mot redonner l'espoir en un avenir meilleur.

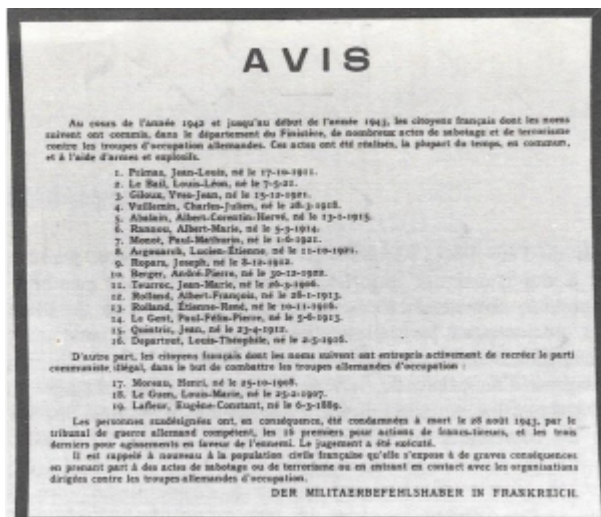
Pour cela, il faut aussi que chacun prenne conscience de ses responsabilités et que l'on parvienne à rassembler la gauche d'alternative et de progrès.

Je le dis comme je le pense, le choix de Mélenchon et de France Insoumise pour l'instant de refuser d'envisager des rassemblements aux législatives avec le PCF, leurs ex-partenaires du Front de Gauche, sur des bases autres qu'un ralliement et une soumission, est incompréhensible objectivement, irresponsable et irrespectueux.

Présenter des candidats France Insoumise contre les députés du Front de Gauche et du PCF, c'est faire le choix de la division à gauche, de l'affaiblissement du PCF pour créer une nouvelle structure suivant l'agenda et les *desiderata* exclusifs de Mélenchon.

Nous ne laisserons pas accomplir ce projet mortifère pour la gauche et le pays.

Le PCF connaîtra son centenaire, dans les temps difficiles qui nous attendent probablement, il saura montrer qu'il reste une force qui attire la jeunesse qui rêve d'une autre société et veut s'organiser collectivement, une force militante de résistance et de mobilisation populaire sur laquelle la population et tout particulièrement les défenseurs de la démocratie, des idées républicaines, anti-racistes, de la Paix, de la justice sociale et de la paix, peuvent compter.



Le PCF, fidèle aux luttes passées, pour l'avenir d'une France en commun

Pour finir, je voudrais lire, pour rendre hommage à ces hommes de devoir à qui nous devons je crois une fidélité indéfectible aux rêves et espoirs qui leur ont permis de rester debout, la dernière lettre d'Albert Rannou.

Cette lettre fut retrouvée sous forme manuscrite tout récemment, parce qu'elle m'a été confiée par un sympathisant communiste de Pleyber-Christ. Elle a été écrite, juste avant son exécution, par Albert Rannou le 17 septembre 1943, résistant communiste brestois, maçon de l'arsenal originaire de St Thégonnec, ancien des Brigades Internationales, fusillé au Mont Valérien avec André Berger et Henri Moreau, Joseph Ropars et Albert Abalain.



Fait à la Prison de Fresnes le 17 septembre 1943

« Cher Papa et chère Maman

Il est 11 heures moins le quart, on vient de nous prévenir qu'on va être fusillés à 16 heures. Je vais donc donner ma vie à la France, pour ma patrie que j'ai toujours aimée et pour laquelle j'ai combattu. Je meurs content car mon sacrifice (j'en ai la certitude) n'aura pas été vain. J'ai lutté durant ma courte existence pour le bonheur des travailleurs et pour que la paix règne en ce monde.

(censuré)

Mes chers parents, vous savez que je vous ai toujours aimés et que vous me le rendez bien ainsi qu'Yfic. Ça me fait une peine immense de vous quitter à jamais. Je ne sais comment vous exprimer toute ma gratitude pour ce que vous avez fait pour moi. Vous m'avez choyé depuis mon enfance jusqu'à ma dernière heure. Si quelquefois je vous ai fait de la peine, vous m'avez pardonné. Je n'oublie pas non plus ma belle-sœur. Grand-mère et toute la famille auxquels vous voudrez bien envoyer mes amitiés dernières. Je pense à vous tous en ce moment qui est plus pénible pour vous que pour moi. Je viens de voir l'aumônier, j'ai refusé la communion. Donc aucun service religieux à mon intention. Mes amitiés aussi à tous les

voisins et camarades, qu'ils sachent que j'ai fait mon devoir de Français et de communiste.

Papa, Maman, ma dernière pensée sera pour vous et pour mon frère. Je vous embrasse tous dans un même élan.

Soyez courageux.

Adieu tous.

Votre fils Albert.

Vive la France, Vive le parti communiste

Paix- Liberté- Justice »



Suite à cela, **Xavier Compain, porte-parole régional du PCF**, a pris la parole pendant 20 minutes sur des thématiques complémentaires rattachées aux campagnes du PCF national et Bretagne: « *La Bretagne en commun pour le désarmement nucléaire, la relocalisation des revenus paysans, la revalorisation des salaires , l'accès à l'égalité des soins pour tou.te.s, la république et ses services publics dans tout les territoires, la solidarité internationale.* »

La France en commun : engagements du PCF pour 2017



Pour les classes populaires et moyennes la crise est une réalité quotidienne. Le chômage comme les inégalités explosent alors même que les profits des actionnaires et les salaires des grands patrons s'envolent. Les renoncements et les lois de régression sociale votées sous le quinquennat de François Hollande n'ont fait qu'aggraver la situation et ouvert la voie au retour d'une droite ultra-réactionnaire. Il est plus que temps de changer la donne.

En 2017, nous avons l'avenir de la France entre nos mains !

La droite a dorénavant son candidat : François Fillon. Son programme, mélange d'ultra-libéralisme et d'ultra-conservatisme, est d'une rare violence. Complaisant avec les plus aisés, le patronat et le monde de la finance, François Fillon s'attaque sans vergogne à nos droits sociaux, à notre pouvoir d'achat et aux plus fragilisés d'entre nous. Avec François Fillon c'est la régression sociale à tous les étages !

Pendant ce temps, le FN de Marine Le Pen continue son entreprise de manipulation. Pour lui, le problème n'est pas le banquier, c'est l'immigré, le chômeur, le pauvre. Il n'est pas du côté des salariés. Comme la droite il prône la baisse des dépenses publiques, autrement dit le recul des services publics. La France du FN est celle du repli nationaliste et de la division.

Pour nous, ce sera toujours l'Humain d'abord ! Les communistes se lancent dans la campagne avec la ferme volonté de faire émerger un grand mouvement à gauche pour une véritable politique de transformation sociale. Une autre politique est possible, celle du progrès social, du renforcement des services publics et de la démocratie. Chacun d'entre nous peut être l'acteur de ce changement en s'engageant. Nous voulons ouvrir la voie d'une nouvelle majorité populaire à gauche. C'est dans cet esprit que nous appelons à voter pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle et pour des candidatures de large rassemblement soutenues par le PCF dans toutes les circonscriptions pour les législatives.

Présidentielles et Législatives 2017: les principaux engagements du PCF

LA FRANCE EN COMMUN

I PRENDRE LE POUVOIR SUR LA FINANCE ET PARTAGER LES RICHESSES



PRENDRE LE POUVOIR SUR LES BANQUES

- Pôle public bancaire autour de la caisse des dépôts et consignations, de la banque publique d'investissement, de la banque postale, des banques mutualistes, avec nationalisation de BNP Paribas et de la Société Générale.
- Le droit pour les représentants des salariés de suspendre les plans de licenciement et d'imposer le financement par les banques de propositions alternatives.
- Fonds régionaux publics d'investissement finançant des projets en fonction de critères d'entreprises économiques, sociaux, écologiques.

AGIR CONTRE L'ÉVASION ET POUR LA JUSTICE FISCALE

- Renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale en donnant les moyens nécessaires à la justice financière par la suppression du « verrou de Bercy »
- Doublement de l'ISF et une réforme de l'impôt sur le revenu visant à renforcer nettement sa progressivité. Taxation à 100 % au dessus des 400 000€ nets de revenus par an (moins de 0,1 % de la population française)

concernée)

- Allègement de la fiscalité indirecte (TVA ; TICPE) qui pèse lourdement sur les ménages les plus modestes.
- Taxation au prorata des flux de clics reçus des plateformes numériques (Airbnb, Uber, Google, Facebook).
- Suppression du CICE et une réforme de l'impôt sur les sociétés autour du principe de la modulation de l'impôt en fonction de la taille de l'entreprise et de l'affectation des profits

DES SALAIRES QUI PERMETTENT DE BIEN VIVRE, DE MEILLEURES RETRAITES

- Revalorisation de 23% du SMIC (1800 euros brut, 1700 euros net en fin de mandat) et augmentation en conséquence des salaires de chaque premier niveau des grilles de classification des différentes branches, dans le privé comme dans le public.
- Encadrement des rémunérations dans les entreprises (échelle de 1 à 20). Suppression des stock-options et interdiction des parachutes dorés.
- Transparence des avantages en nature dans la haute fonction publique et chez les hauts cadres des entreprises privées et publiques.
- De meilleures retraites autour d'un principe : un taux de remplacement de 75 % minimum pour les retraites et en aucun cas inférieur au SMIC revalorisé.
- Renégociation de l'indemnisation chômage avec comme objectif 80 % du salaire brut perçu au cours de l'activité antérieure.

II DE LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE AU RENOUVEAU DE LA POLITIQUE



LUTTES CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS ET GARANTIR L'ÉGALITÉ DES DROITS

- Reconnaissance de la citoyenneté de résidence, droit de vote des résidents étrangers aux élections locales.
- Levée d'interdiction de travailler des demandeurs d'asile et régularisation des sans-papiers.
- Refonte des politiques de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie.
- Droit d'adoption pour les LGBT, étendre la PMA à tous les couples de femmes.
- Lutte contre les contrôles aux faciès, contre toutes les discriminations.
- Amnistie des militants syndicaux.

SORTIR DU PRÉSIDENTIALISME ET REDONNER LA PRIMAUTÉ AU PARLEMENT

- Sortir du présidentielisme et redonner la primauté au Parlement : supprimer le domaine réservé du Président de la République (c'est à dire les pouvoirs exécutifs qu'il exerce et la présidence du Conseil des Ministres), dissocier élection présidentielle et législative.
- Maîtrise de l'ordre du jour du Parlement par les parlementaires. Contrôle organisé de l'action du gouvernement par le Parlement.

- Suppression du 49-3 et des dispositifs qui restreignent les pouvoirs du Parlement.

UN RENOUVEAU POLITIQUE : DE NOUVEAUX POUVOIRS AUX CITOYENS

- Stricte limitation du cumul et du renouvellement des mandats.
- Instauration de la proportionnelle à toutes les élections avec obligation de parité.
- Transformation du Sénat en une chambre composée de citoyens et d'élus locaux.
- Renforcement du contrôle des conflits d'intérêt
- Un statut protecteur pour les lanceurs d'alerte.
- Initiative législative et référendaire (nombre significatif réparti sur le territoire) et droit pétitionnaire pour les citoyens.
- Nouveaux pouvoirs d'intervention pour les fonctionnaires et usagers des services publics et pour les travailleurs dans l'organisation du travail comme sur les choix de gestion dans les entreprises (droit de veto suspensif des élus du personnel en cas de fermeture ou de délocalisation d'activité avant d'examiner les propositions des salariés, facilitation de la reprise des entreprises en coopératives par les salariés).

UNE NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE

- Conforter la commune comme le niveau essentiel de la vie démocratique.
- Rétablir la clause de compétence générale à tous les niveaux de collectivités et promouvoir la libre coopération entre collectivités autour de projets partagés.
- Fixer à la région l'ambition de contribuer à un nouveau

mode de développement économique, agricole et urbain.

- Organiser la participation citoyenne au fonctionnement de toutes les collectivités territoriales (droit d'initiative, structures de participation, budget participatif, référendum local).

DROIT À LA VILLE, RURALITÉ ET ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

- Fin des politiques ciblées (zonage des quartiers dits sensibles, traitement stigmatisant de publics ciblés), suppression du ministère de la Ville et réorientation des politiques de droit commun vers l'accès au droit à la ville pour toutes et tous.
- Le renforcement des outils publics pour la maîtrise du foncier et le maintien de la fonction agricole des terres et l'attribution immédiate d'aides aux jeunes agriculteurs pour leur installation et leurs premiers équipements.
- Lancement de la troisième phase de rénovation urbaine pour une conception nouvelle de la ville, dense, ouverte, humaine, écologique et favorisant la cohésion entre les habitants et le vivre-ensemble.
- Un plan pluriannuel de développement des administrations publiques et services publics dans les territoires ruraux.

GARANTIR LE DROIT A LA JUSTICE, SON INDÉPENDANCE ET MODERNISER NOTRE SYSTÈME D'INCARCÉRATION

- Donner la priorité aux peines alternatives telle que la contrainte pénale pour les courtes peines et à l'aménagement des peines (suppression des peines planchers, aménagement obligatoire des peines de moins de trois ans...).
- Réouverture, en partie, des tribunaux abusivement fermés

pour garantir une justice de proximité.

- Refonte de l'aide juridictionnel pour garantir le droit à la défense.
- Un plan de recrutement des personnels (surveillance, conseillers d'insertion et de probation).

PROMOUVOIR LE PLURALISME ET GARANTIR L'INDÉPENDANCE DES MÉDIAS

- Adopter une loi contre les concentrations dans la presse, les médias et l'audiovisuel pour les libérer des logiques financières.

III INVESTIR POUR DEMAIN



TRAVAIL ET EMPLOI : ON VAUT MIEUX QUE ÇA

- Abrogation de la loi travail et adoption d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation permettant à chaque salarié d'alterner les périodes d'emploi et les périodes de formation choisie sans perte de revenu et sans passer par le chômage.
- Reconstruction d'un grand service public de la formation continue.
- Limitation stricte du nombre d'intérimaires et de

contrats précaires par entreprise à 5 % des effectifs dans les grandes entreprises et 10 % dans les PME : le CDI doit redevenir la norme des contrats d'embauche.

- Refonte du droit du travail comprenant notamment le rétablissement de la hiérarchie des normes et l'instauration de nouveaux pouvoirs des travailleurs sur l'organisation du travail comme sur les choix de gestion, le doublement des effectifs de l'inspection du travail.
- Négociations pour la réduction du temps de travail avec l'objectif du passage aux 32 heures hebdomadaire
- Supprimer les mesures d'extension du travail du dimanche.

UN STATUT PROTECTEUR POUR LA JEUNESSE

- Revenu minimal pour les jeunes de 18 à 25 ans.
- Gratuité de l'éducation et des transports pour les jeunes, accès renforcé au logement social

CONSTRUIRE L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ

- Dans l'Éducation Nationale : revalorisation des salaires et des métiers, plan pluriannuel de création de postes, création d'un dispositif de pré-recrutement des enseignants sous statut de la fonction publique
- Rétablissement d'une carte scolaire contraignante et démocratiquement construite, sectorisation de l'enseignement privé.

SPORT, CULTURE, NUMÉRIQUE

- 1% du PIB réparti entre l'État et les collectivités locales pour la culture.
- Aller vers la gratuité des activités physiques et sportives.

- Abrogation des lois liberticides sur la surveillance administrative numérique de masse.

IV L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES MAINTENANT



- Créer un ministère de plein droit avec un budget dédié multiplié par 10 : comment accepter que les femmes continuent à gagner 23 % de moins que les hommes à poste équivalent, que cet écart monte à 47 % pour les retraités, que 216 000 femmes déclarent être victimes de violences conjugales chaque année ?
- Une éducation qui lutte contre les stéréotypes et les inégalités de genre dans la réussite scolaire.
- Garantir l'égalité salariale, lutter contre les temps partiels subis en garantissant un plancher minimal de 24 heures hebdomadaires et en mettant fin aux dérogations à cette obligation.
- Créer un service public de la petite enfance de la naissance à 5 ans avec possibilité d'entrer en maternelle à 2 ans pour les enfants dont les parents le souhaiteraient.
- Plan de rattrapage des retraites des femmes.
- Inscrire dans la constitution le droit à l'IVG comme droit fondamental des femmes. Augmentation des moyens humains et financiers qui sont consacrés à

l'Interruption Volontaire de Grossesse.

- Assurer la gratuité et la meilleure accessibilité des moyens contraceptifs
- Interdiction de la GPA (Gestation pour Autrui)

V UNE FRANCE PROTECTRICE ET SOLIDAIRE

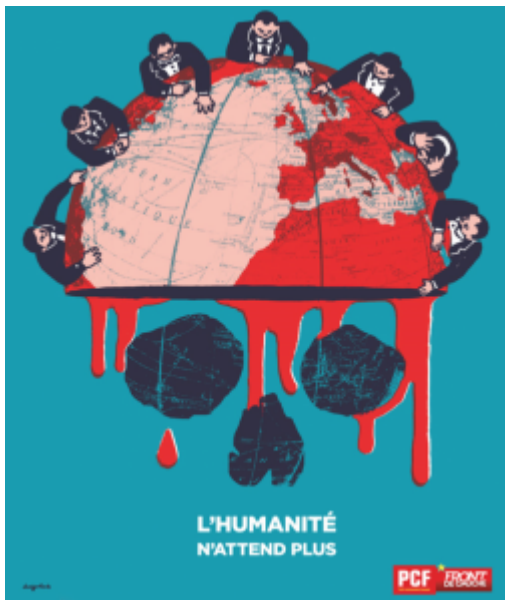


LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA RELANCE DES SERVICES PUBLICS

- Un plan d'urgence contre l'exclusion et la grande pauvreté : suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, interdiction des coupures d'énergie et d'eau, des expulsions locatives et de la privation de restauration scolaire pour cause de précarité.
- Renforcement du maillage des services publics, en particulier dans les territoires suburbains et ruraux.
- Gestion démocratique et participative des services publics avec élus, personnels, usagers.
- Fin de la baisse de dotations aux collectivités locales qui doivent retrouver progressivement des ressources fiscales autonomes.
- Construction de 200 000 logements par an et renforcement de la loi SRU.

- Augmentation de la taxe sur les logements vacants et les résidences secondaires.
- Renforcement de l'encadrement des loyers.
- Abrogation des lois de libéralisation du rail, de la loi Macron.
- Nationalisation des autoroutes.
- Reconquérir la prise en charge à 100 % des soins par la Sécurité Sociale en commençant par la prise en charge à 80 % pour tous et à 100 % pour les jeunes de moins de 25 ans.
- Garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein.
- Abrogation des lois Bachelot et Touraine pour la santé et l'hôpital public.
- Suppression de la tarification à l'activité.
- Développement des centres de santé de proximité.
- Création d'un pôle public du médicament.
- Adoption d'une nouvelle loi cadre sur le handicap qui prenne en charge l'accessibilité du bâti, l'accompagnement et l'accueil à l'école publique, l'intégration professionnelle et qui prévoit un revenu de remplacement équivalent au SMIC pour des personnes qui seraient dans l'incapacité de travailler.
- Création d'un service public de l'autonomie pour les personnes âgées.

VI PRODUIRE AUTREMENT ET PROTÉGER LA PLANÈTE



IMPULSER UN NOUVEAU MODE DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

- Élaborer un plan de développement d'une vingtaine de filières industrielles stratégiques pour une nouvelle industrialisation. 1 million d'emplois seront créés dans les filières d'avenir : énergie, et notamment les énergies renouvelables, l'automobile propre, transports urbains et ferroviaires, rénovation thermique des bâtiments, aérospatiale, réparation navale, agriculture paysanne, économie circulaire et des matières recyclées.
- Moratoire immédiat sur les licenciements, les fermetures de site, les cessions ou externalisations de sites ou de services, les délocalisations.
- Favoriser le développement du modèle coopératif.

PLAN D'URGENCE POUR LE CLIMAT ET LA QUALITÉ DE L'AIR

- Transférer le transport des marchandises vers le fret ferré, développer le ferroutage et les voies navigables.
- Augmenter le montant des aides financières afin d'accélérer considérablement l'isolation et la rénovation thermique des bâtiments et logements anciens avec un objectif de 500 000 rénovation par an.

- Favoriser les circuits courts agricoles comme industriels (produire local, relocaliser).

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, GARANTIR LE DROIT A L' ÉNERGIE ET A L'EAU

- Agir pour créer des groupes publics européens en matière d'énergie, de transport, de télécommunications, de recyclage et de traitement des déchets, de médical, d'aérospatiale.
- Création d'un pôle public de l'énergie.
- Un engagement fort dans la recherche (captage des CO2, stockage de l'électricité, sûreté nucléaire) et la création de filières nationales.
- Service public national déconcentré de l'eau et des déchets pour accompagner les compétences des collectivités dans la création de régies publiques démocratiques ou de sociétés coopératives d'intérêt collectif de l'eau et de la gestion des déchets.
- Interdiction de l'exploitation des gaz de schistes.

ENCLANCHER LA TRANSITION DE NOTRE MODÈLE AGRICOLE

- Encadrement des marges de la grande distribution sur les produits agricoles. Prix minimum garanti aux agriculteurs. Conférence annuelle avec des négociations interprofessionnelles par production.
- Création d'un fonds de soutien à l'agriculture paysanne aux

filières relocalisés, courtes, vivrières, de proximité et écologiques.

- Une agriculture sans OGM, autonome en ressources non renouvelables et participant à la santé publique et à la lutte contre le réchauffement climatique.

PRÉSERVER LES RESSOURCES NATURELLES

- Interdire toute appropriation de la biodiversité, la brevetabilité du vivant.
- Impulser un nouveau processus de co-élaboration démocratique des projets d'infrastructures.

VII À L'OFFENSIVE POUR CHANGER L'EUROPE ET LE MONDE



INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT COMMUN

- Une conférence annuelle pour la restructuration des dettes des États, annulation partielle et révision des conditions de remboursement.
- Action pour l'abrogation du traité budgétaire européen (TSCG).
- Création d'un fonds européen de développement solidaire et écologique abondé par la BCE.
- Initiative de la France pour un sommet européen engageant une révision complète de la politique économique et monétaire contenue dans les traités, des statuts et missions de la BCE, des critères du crédit...
- Organisation du « Cop » fiscale pour lutter contre

l'évasion et la fraude fiscale.

L'HUMAIN AU CŒUR DES POLITIQUES EUROPÉENNES

- Organisation d'un sommet social européen avec les représentants du monde du travail pour obtenir l'abrogation de la directive des travailleurs détachés, la mise en place de visas sociaux et environnementaux pour les entreprises souhaitant entrer sur les marchés européens.
- Préserver de la concurrence les secteurs répondant aux besoins humains élémentaires (logement, santé, transports, protection des éco-systèmes).
- Refonte de la PAC avec comme ambitions la sécurité et la souveraineté alimentaire, une agriculture paysanne non soumise aux logiques productivistes, la garantie de prix rémunérateurs et d'une nourriture de qualité, saine et variée, accessible au juste prix.

UNE EUROPE DES PEUPLES ET DES NATIONS, LIBRES, SOUVERAINS ET ASSOCIÉS

- Lancement d'une consultation nationale inédite en vue de la rédaction d'un nouveau traité avec les forces politiques, les élus locaux, les syndicats, les ONG, monde associatif, projet de nouveau traité européen qui serait soumis par référendum aux français et qui constituerait le mandat de la France pour la scène européenne.
- Garantir les choix souverains des peuples contre les coups d'état financiers et austéritaires de l'Europe.
- Vote au Parlement national d'un mandat de l'exécutif pour chaque sommet européen.

L'EUROPE MOTEUR DU CHANGEMENT MONDIAL

- Abandon des négociations TAFTA, CETA, TISA et ouverture

d'une réflexion pour des traités internationaux de maîtrise des échanges pour le développement de biens communs partagés.

- Tenue d'une conférence européenne pour la paix et le désarmement, pour faire de l'Europe un espace libéré de l'emprise de l'OTAN, exempt d'armes nucléaires, pour diminuer et contrôler la vente d'armes.

ASSURER NOTRE SÉCURITÉ QUOTIDIENNE ET AGIR CONTRE L'INSÉCURITÉ INTERNATIONALE ET LE TERRORISME

- Donner les moyens nécessaires pour assurer la sécurité quotidienne de nos concitoyens, la présence humaine.
- Abandon de la stratégie de « guerre au terrorisme » qui a renforcé les groupes terroristes ces dernières années et refonte de la politique étrangère de la France.

PROMOUVOIR LA CULTURE DE LA PAIX POUR EN FINIR AVEC LE « CHAOS MONDIAL »

- Promouvoir une politique de paix, agir pour le désarmement nucléaire, la dissolution de l'OTAN, la reconnaissance de l'État Palestinien.
- Œuvrer à donner à l'ONU ses moyens de sa mission initiale affirmée dans sa charte.
- Faire reculer les logiques de privatisation, de libre-échange, d'exploitation des peuples du sud.
- Une défense nationale garantissant notre indépendance et au service de la paix.

UN PLAN AMBITIEUX POUR RÉSOUDRE LA CRISE MIGRATOIRE

- Engager un plan d'aide et d'accueil des réfugiés à hauteur de 4 milliards d'euros dont au moins de 2 milliards pour les collectivités.
- Relancer l'aide publique au développement avec le

respect des promesses la portant à 0,7 % du PIB et monter progressivement cette aide à 1 %.

- Respect absolu de la convention de Genève sur les réfugiés politiques et création de deux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatiques.
- Abrogation des règlements Dublin I et II qui organisent l'Europe forteresse, les déplacements mortels des migrants.
- Régularisation des sans-papiers et refonte de la politique des visas en France.

Notre combat : l'unité de la gauche de progrès !

Notre combat : l'unité de la gauche de progrès !

« Quand les blés sont sous la grêle

Fou qui fait le délicat

Fou qui songe à ses querelles

Au cœur du commun combat »

Ces vers fameux d'Aragon, tirés du poème « La Rose et le réveda » daté de 1943 célébrant l'unité de la Résistance nationale, résonnent aujourd'hui avec beaucoup de force dans une période caractérisée par une montée des périls multiforme. La macronisation ou vallsisation d'une partie de la gauche signifie une politique mise au service du patronat, dure aux pauvres et aux services publics. Le programme ultra-libéral de François Fillon, le candidat des prétendus « Républicains », menace de détruire des conquêtes sociales fondamentales et notamment ce qu'il reste de la mise en application du programme du Conseil National de la Résistance au profit d'une vision strictement marchande et individualiste de la société.

Enfin la dangereuse progression des idées xénophobes et de l'extrême-droite est très inquiétante.

Face à ces dangers sans précédent, nous sommes convaincus que la déroute de la gauche aux élections présidentielles et législatives 2017 n'est pas inscrite dans le marbre, à condition de montrer qu'une autre politique de gauche est possible. Nous croyons qu'il est nécessaire de transformer profondément notre République pour la démocratiser, qu'il faut en finir avec la monarchie présidentielle, l'austérité, les politiques libérales et capitalistes qui mènent notre société dans le mur.

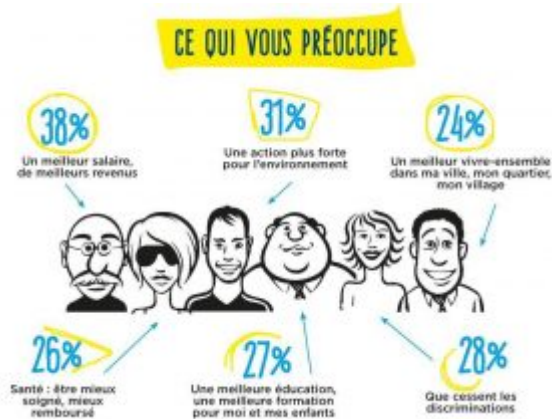
La France en commun

C'est pourquoi les communistes ont fait le choix majoritaire de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon tout en faisant une campagne autonome sur notre projet « La France en commun » et à partir du bilan de nos parlementaires qui à l'Assemblée et au Sénat ont constitué par leur action combative le pivot de l'opposition de gauche à la politique de Hollande et Valls.

C'est l'intérêt de notre peuple, notre intérêt à tous, et particulièrement aux dominés, aux victimes du libéralisme et du capitalisme, qui nous a guidés pour choisir l'option la plus capable de qualifier un candidat authentiquement de gauche pour le second tour de la Présidentielle, un candidat capable de tourner le dos à des années de politiques libérales pour remettre en route le progrès social, écologique, démocratique.

La candidature de Jean-Luc Mélenchon est aujourd'hui installée dans le paysage politique, c'est la meilleure carte dans les mains des Français.es qui veulent d'une politique de gauche.

Mais, quelque soit le scénario du premier et du second tour des Présidentielles, nous ne pourrons constituer une majorité de gauche dans ce pays qu'en nous rassemblant aux Législatives et en particulier en unissant toutes les forces de gauche qui ont combattu la loi travail, la loi Macron, l'austérité, la déchéance de nationalité, la politique de Hollande et Valls.



L'unité : une nécessité

Or, dans le Finistère, les appels du Parti Communiste à l'unité à la gauche du PS, les rencontres avec le Parti de Gauche, des groupes France Insoumise, EELV, l'UDB, le NPA, n'ont pas débouché, du côté de nos interlocuteurs, sur des désirs de construction commune aux législatives, malgré nos offres de rassemblement. Nous le regrettons mais nous ne nous y résignons pas.

Nous qui avons renoncé à présenter un candidat aux Présidentielles pour ne pas ajouter de l'émiettement à gauche ne pouvons qu'inviter nos partenaires avec qui nous partageons beaucoup d'objectifs et de combats communs à réfléchir à deux fois avant de préparer un naufrage aux élections législatives. Les enjeux d'unité sont trop importants ! La division des forces de gauche conduirait à un suicide collectif !

En particulier, il serait incompréhensible pour les électeurs que *France Insoumise*, créé par Jean-Luc Mélenchon pour soutenir sa candidature présidentielle quand il est sorti du Front de Gauche, présente dans toutes les circonscriptions des candidats sans se soucier de trouver des terrains d'entente et des solutions de rassemblement avec les ex-partenaires du Front de Gauche, dont le Parti Communiste, parti qui à gauche compte aujourd'hui le plus d'adhérents en France.

Face à la montée des périls, pour vaincre l'abstention, la résignation, l'indifférence ou le dégoût de la politique, il nous faut privilégier les objectifs d'intérêt général essentiels plutôt que les sectarismes, les ambitions d'affirmation partisane et mettre au premier plan l'unité pour *L'Humain d'abord*.

Nous ne ferons pas partie de l'orchestre du *Titanic* qui continue à jouer sa partition comme d'habitude quand le paquebot commence à couler...!

Le 12 janvier 2017.

Communiqué de la Fédération du PCF Finistère

Des communistes à l'offensive en 2017

Suite au vote des communistes de fin novembre, le PCF soutient la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Ce vote est intervenu après des débats internes sereins, riches, contradictoires mais apaisés.

L'option 2, celle d'une candidature communiste, rétractable en cas d'unité à gauche, avait aussi sa légitimité.

Les communistes, en Finistère, comme partout dans notre pays, entendent faire une campagne dynamique, autonome, pour la présidentielle mais en n'oubliant pas les élections législatives de juin.

C'est à l'Assemblée Nationale que l'on vote les lois.

Le PCF et ses militants cherchent toujours à promouvoir l'unité à gauche, sur des bases de progrès social et d'un pacte d'engagements communs qui vise de nouveaux droits (sécurité emploi formation, accès à la Santé pour tou.te.s...), la lutte prioritaire contre le chômage, la précarité, pour des services publics efficaces au service de toutes les populations, la prise de pouvoir citoyen sur les marchés financiers, des politiques respectueuses de l'environnement et la recherche de la paix en Europe et dans le monde.

C'est dans un cadre d'unité avec les citoyen.ne.s et les autres forces de progrès social et écologique, que nous

mettrons en échec les politiques d'austérité imposées par Hollande, Valls et Macron et les marchés financiers qui favorisent le retour de la droite dure et de l'extrême droite.

Les communistes posent cette question simple, dans le temps de la campagne présidentielle :

de quel.le député.e de gauche le peuple a-t-il besoin ?



Les initiatives communistes se poursuivent par le combat législatif. [Mercredi 11 janvier, les sénateurs communistes déposent une proposition de loi d'abrogation de la loi El Khomri](#) promulguée à coups de 49.3 contre le peuple, les syndicats et la majorité parlementaire.